

Deuxième Forum Gouvernement - Entreprises

Cueillette

Il y a beaucoup à apprendre des protestations, revendications, suggestions que les chefs d'entreprise ont exprimées le 5 juillet sur l'invitation du gouvernement.

On constate d'abord que certains points restent les mêmes : impôts, contrôles douaniers, sécurité, corruption, propriété des terrains, ... Est-ce qu'il n'y aurait aucun progrès depuis 6 mois ?

Une réponse objective doit être nuancée. On peut faire observer que l'on ne parle plus guère de la déforestation, qui semble être un problème en voie de règlement par fermeture des concessions fautives. Et moins de protestations aussi contre la politique d'"open sky" dont les adversaires semblent prendre leur parti.

Plus virulente en revanche les critiques concernant la sécurité et la corruption. Il ne peut y avoir là que des progrès lents. La sécurité progressait bien -jusqu'à l'assassinat d'un éminent businessman taiwanais. Ce pourrait n'être qu'un accident dans une évolution, sur le long terme, positive. La sécurité dépend d'une volonté au sommet, et cette volonté existe, elle peut s'exercer.

Plus insidieuse, pénétrant les esprits, la corruption en revanche est beaucoup plus difficile à extirper que les armes, à corriger que la fiscalité ou les contrôles douaniers. Elle apparaît comme un virus dont on n'a pas le remède. Demander aux responsables de renoncer à cette partie de leur gain-pain, c'est demander à un enfant de renoncer à la confiture.

Mais aussi, c'est que l'esprit d'entreprise est trop rare chez les Cambodgiens. L'économie qu'ils imaginent c'est une économie de cueillette : on se nourrit des fruits qu'on trouve, que donne la nature, que l'environnement présente avec, en somme, générosité. C.n.

Imbroglis fonciers - tourisme et open sky - la corruption - violences et insécurité - impôts et taxes - douanes et contrôles - une réforme fiscale à l'étude - de nouveaux tarifs électricité -

Deuxième Forum Gouvernement-Entreprises le 5 juillet, sous la présidence du Premier ministre Hun Sen, à l'hôtel Intercontinental, où s'était tenu le premier le 21 décembre 1999 (cn 126). Environ 500 personnes y ont assisté. Un tel dialogue est utile, tous les intervenants en sont d'accord. Il va même être rendu permanent -comme l'avait suggéré le CAFC- grâce à des commissions techniques mixtes créées dans les ministères concernés. Abrégé des sujets traités pendant cette journée :

CDC et investissements

Le secrétaire d'Etat au ministère des Finances et vice-président du CDC Kong Vibol présente un rappel général de l'action du gouvernement concernant en particulier le CDC.

La valeur cumulée des investissements agréés depuis la création du CDC en août 1994 était en moyenne de 750 - 800 000 dollars par an; 500 millions seulement en 1999, mais le taux de réalisation des projets est passé de 35-40 % à 82,4 %. Le CDC est en train d'éliminer des listes les projets non réalisés (56 à ce jour).

Pour les 6 premiers mois de 2000, les projets agréés représentent 155 millions de dollars, soit 7,6 % de plus que pour les 6 premiers mois de 1999, avec un taux de réalisation de presque 100 % (à cause du dépôt obligatoire avant agrément). Le délai moyen de l'agrément est de 20 à 25 jours ouvrés.

Une liste des projets réalisables selon la formule BOT ["botables" ?] a été établie avec les ministères concernés et rendu publique.

Cambodge Nouveau
avec les professionnels
pour les professionnels

Objectifs

Le Premier ministre rappelle les grandes lignes de l'action gouvernementale et ses objectifs : - diminuer la pauvreté et favoriser le développement : atteindre une croissance de 6-7 %; - mieux répartir les ressources entre riches et pauvres; - mieux utiliser les ressources naturelles. Le rôle du secteur privé est essentiel. Pour l'aider le gouvernement veut : - améliorer l'environnement : sécurité, stabilité; - renforcer l'appareil législatif et les institutions; - augmenter l'investissement public dans les infrastructures, mieux mobiliser l'épargne intérieure; - augmenter l'accès aux marchés extérieurs (GSP et MFN, ASEAN, Greater Mekong Subregion, OMC, ...). Le dialogue gouvernement - entreprises sera renforcé.

Terrains : imbrogio

Le représentant de l'Association de business chinoise décrit les interminables difficultés et démarches qu'il a dû faire concernant l'attribution d'un terrain de plusieurs dizaines de milliers d'ha pour y investir dans l'agro-industrie, auprès des diverses autorités : militaires locales, district, province, CDC, ministère de l'Agriculture, même les autorités de Pékin et le Premier ministre, sans succès depuis des années, parce que la propriété n'est pas nettement définie.

Hun Sen : les militaires ne "prennent pas" les terrains. Ils souhaitent être intégrés à la production; il ont des familles, il faut créer des emplois ... Le dossier vient de m'être transmis.

Tourisme et open sky

Moeung Sonn, directeur d'Eurasie-Travel, critique la bu-

reaucratie et l'argent que les agences gouvernementales extorquent aux entreprises; la politique d'"open sky" qui profite surtout à Siem Reap; et à Siem Reap le manque d'infrastructures, d'autres centres d'intérêt, de guides parlant des langues étrangères ...

Concernant les backchiches, le ministre des Finances **Keat Chhon** conseille, pour les diminuer, de demander chaque fois un reçu.

Il rappelle l'importance de diminuer la corruption, de lutter contre l'"économie de casino", c'est à dire les "coups" sans lendemain. Il rappelle que 300 millions de dollars d'épargne restent sans utilisation, et plus de 2 fois plus hors du système bancaire, de l'argent qu'il faudrait utiliser pour le développement du pays.

Concernant la politique d'"open sky" le ministre du Tourisme **Veng Sereyuth** souligne qu'elle favorise le tourisme régional, qu'elle crée beaucoup d'emplois; il rappelle que le nombre des visiteurs en 1999 a été de 41 % supérieur à celui de 1998, que 80 % des touristes vont à Phnom Penh; que la formation de 1000 guides est en cours, et que l'on manque de guides parlant italien, allemand, chinois, ...

Le Premier ministre rappelle qu'il a longtemps refusé les demandes de vols directs à partir de Ho Chi Minh, Bangkok, Singapour, parce qu'il ne s'agissait que de visites d'une journée, sans nuitée. Pour la politique d'"open sky", il la soutient, et il souhaite qu'un nombre maximum de compagnies aériennes interviennent -Royal Air Cambodge a perdu 24 ou 25 millions de dollars, mais c'est son affaire. Un grand nombre de com-

(suite page 2)

A l'intérieur

Forum Gouvernement - Entreprises pp. 1 - 2
L'aide au Cambodge p. 2 - 3
Le point sur le réseau routier p. 5
Van Sou Ieng : la Confection p. 6

Santé : la relève p. 6
Livres : Vietnam p. 7
Crise asiatique p. 7
Médias p. 8

suite de la page 1

pagnies cela crée beaucoup d'emplois dans le secteur des services : taxis, hôtels, jardiniers, restaurants ...

Il semble que le Premier ministre soit favorable aussi à la desserte de la ligne Phnom Penh - Siem Reap par les compagnies aériennes étrangères.

Impôts et taxes

L'International Business Club (IBC), 35 sociétés établies au Cambodge pour le long terme) approuve la politique libérale du gouvernement en matière fiscale, mais estime que la base de l'impôt de 1 % sur le chiffre d'affaires devrait être élargie. Il critique les responsables de niveau intermédiaire du CDC. Il souhaite un renforcement du partenariat avec les responsables du gouvernement.

Pour le partenariat, des commissions mixtes sectorielles, Tourisme, Confection, etc ... seront créées dans les ministères concernés, confirme le ministre des Finances **Keat Chhon** avec les clubs d'affaires, étrangers comme cambodgiens d'une part, et les responsables de chaque ministère d'autre part.

Pour les responsables de rang intermédiaire du CDC : on s'attache à en améliorer le niveau.

Pour les taxes : la TVA à l'exportation (c'est à dire notamment pour la Confection) est de zéro, rappelle le ministre. La taxe de 1 % sur le chiffre d'affaires est critiquée, mais elle est nécessaire au gouvernement qui n'a que peu de ressources fiscales. Au total, le taux de la fiscalité rapporté au PNB, passé de 6 % en 1998 à 8 % en 1999 est encore très faible.

Pour modifier la fiscalité il faudrait une approche globale, et la décision revient à l'Assemblée nationale. En attendant une telle modification, la fiscalité ne peut pas être changée. On y travaille, mais un changement ne peut pas intervenir avant six mois, avant la discussion du budget

2001 par l'Assemblée.

Ce sont encore les impôts et taxes que critique le **British Chamber of Commerce**. Elle souhaite que la base de l'impôt soit beaucoup plus large, et qu'il soit mieux collecté, cela permettrait d'en réduire les taux plutôt que de les alourdir.

- Les droits de douane sur le mobilier sont aussi critiqués, et le coût des heures supplémentaires que font abusivement payer les douaniers;

- Il faudrait qu'au CDC un responsable soit chargé de traiter les problèmes difficiles directement avec Hun Sen.

Pen Simon directeur des Douanes estime en effet qu'il ne faut pas alourdir les taxes, cela ne fait qu'augmenter la contrebande.

Pour les horaires, "si nous ne sommes pas capables de travailler en heures supplémentaires, nous ferions mieux de démissionner. Je vais contrôler cette question d'horaires, mais les douanes ne font pas les opérations, seules : il faut aussi la police économique, Camcontrol pour la qualité, il faut que les dockers travaillent, que le Trésor soit ouvert ... Les douaniers disent : nous sommes pauvres, si on ne nous paie pas les heures supplémentaires, nous préférons arrêter le travail le week-end".

Pour le mobilier, les procédures sont compliquées parce qu'elles impliquent les ministères de l'agriculture, du Commerce, le Conseil des ministres : au total deux mois. Mais une nouvelle procédure plus simple a été approuvée par le Premier ministre le mois dernier.

Le Premier ministre rappelle que la présence de tous les contrôleurs n'est pas nécessaire. Il comprend les douaniers qui ont besoin des heures supplémentaires. Il rappelle aussi que le respect des délais est essentiel pour la Confection. Mais les retards sont dus souvent aussi à des documents mal remplis par les expéditeurs ou incomplets. Mais bientôt les

FORUM

contrôles avant embarquement (PSI, par SGS) vont simplifier la procédure. Et aussi l'inspection des containers au scanner. La situation devrait être améliorée à partir de janvier 2001. Le Premier ministre rappelle l'importance des contrôles. Du bois d'hévéa par exemple, était exporté en fraude sous l'appellation bois travaillé : "si on n'empêche pas cela, tous les hévéas vont être coupés ... On peut exporter du bois travaillé, mais du bois scié, non. J'ai dit au plenum du PPC : si nous échouons à protéger nos forêts, à contrôler nos arbres, c'est le PPC qui échoue aussi".

La sécurité

M. Ling pour la **China - Hong Kong - Macao Business Association** rappelle l'assassinat le 29 juin, en plein jour, du président la Taiwanese Business Association; et d'autres cas récents de violences. Que fait le gouvernement pour notre sécurité ? Que fait-il pour les victimes ? **M. Ling** estime que la situation s'est dégradée depuis deux mois. Les investisseurs ne vont plus prendre le risque d'investir au Cambodge. "Nous demandons que le gouvernement prenne des mesures vigoureuses pour que les coupables soient punis et que justice soit rendue aux victimes".

Le Premier ministre rappelle les progrès accomplis depuis 30 ans. Jusqu'en 1999, il y avait au moins une parfois 2 ou 3 ou 4 armées qui se combattaient. Maintenant nous avons la paix, avec du banditisme comme dans tout après-guerre. La sécurité est notre préoccupation à tous, investisseurs et gouvernement. 40 000 armes ont été détruites. Ailleurs, en Thaïlande, en Indonésie, aux Philippines, ce n'est pas mieux. Il y a des vols énormes dans les banques à Hong Kong, des évasions par hélicoptère en France, un procureur a été assassiné en Italie ... Au Cambodge, il n'y a pas détérioration. La situation était pire en novembre-décembre. Mais peut-être que la vigilance

des autorités s'est relâchée ...
douanes, électricité ...

R. Thallinger, pour le **Club d'Affaires Franco-Cambodgien** - insiste sur la sécurité, il constate que c'est la préoccupation première des investisseurs; - évoque les variations imprévisibles des droits de douane et des inspections; - souhaite une révision de la loi sur les investissements; - dénonce l'augmentation des coûts pour les investisseurs étrangers auxquels échappent beaucoup d'entreprises locales; - dénonce la taxe de 1 % sur le chiffre d'affaires : pourquoi est-elle appliquée aux sociétés qui font des pertes ? Pourquoi deux systèmes : un pour les étrangers, un pour les autres ? - comment faciliter l'accès au système bancaire ? Eviter la fuite de capitaux ? - Le secteur privé a besoin de techniciens de niveau intermédiaire : peut-on inciter des Cambodgiens à venir de l'étranger ? - le coût de l'électricité : pourquoi deux systèmes : un pour les étrangers, un pour les autres ? - Pour améliorer le dialogue, il avait été proposé un médiateur : où en est-on ? - **Propreté de Phnom Penh** : pourquoi pas une taxe sur les propriétaires ?

Le ministre **Keat Chhon** confirme la *prochaine reprise des PSI* : les négociations sont en cours, on règle les détails. Ces PSI profiteront aux entreprises comme au gouvernement.

Pour les *tarifs de l'électricité* : de nouveaux tarifs sont à l'étude, ils vont être soumis au Conseil des ministres. Il faut tenir compte des intérêts de tous, des investisseurs, maintenir de bas tarifs pour les plus pauvres, et assurer la survie d'EDC ... Il y a des prêts de l'ADB et de la Banque mondiale. Pour le *dialogue gouvernement-entreprises* : on va créer des groupes de travail mixtes.

- Pour l'intervention du président du GMAC (Confection) **M. Van Sou leng**, voir p. 6.

- *La fin du compte-rendu du Forum dans cn 139.*

A PROPOS ...

Visite de Jiang Zemin

La visite à Phnom Penh du Président de la République Populaire de Chine Jiang Zemin, en novembre prochain, "aura une importance historique" nous dit Om Yentieng, Conseiller du Premier ministre. Elle répond à une invitation du Roi Norodom Sihanouk. Elle confortera les relations d'amitié et la coopération entre les deux pays. L'interprétation que font certains de cette visite exception-

nelle (la Chine voudrait ainsi faire pression sur le gouvernement cambodgien pour qu'il "contrôle" le procès des khmers rouges, voir "Médias" p. 8) est fantaisiste. "Si Jiang Zemin voulait faire pression" il n'aurait pas besoin de venir à Phnom Penh. Dans cette hypothèse, nous pourrions avoir aussi la visite de Bill Clinton !".

Etats-Unis - Cambodge

Les Etats-Unis sont disposés à modifier leur politique à l'égard du Cambodge, nous dit un haut responsable cambodgien ré-

cemment à Washington. Le Cambodge fait l'objet de réexamens par le Congrès, le département d'Etat, les organismes de défense des droits de l'Homme, les activistes de la démocratie, ... ils veulent connaître ce pays plus et mieux. Il n'y aurait pas de changement cette année, mais peut-être l'année prochaine, ou à l'occasion des prochaines élections. En attendant, trois points sont sous examen : - le procès des khmers rouges; - les élections communales; - le changement de composition du NEC

(Commission électorale nationale).

Avant les événements de 1997 l'aide bi-latérale américaine atteignait 40 millions de dollars par an; depuis, environ 10.

Procès : on règle les détails

La nouvelle visite à Phnom Penh de Hans Corell, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires juridiques à l'ONU est destinée à régler les détails matériels du procès. Il doit ensuite y avoir échange de lettres entre Kofi Annan et Hun Sen, et dernière mise au point du

L'AIDE AU CAMBODGE : 3,77 milliards

Engagements pris à Paris

Les montants et la répartition des engagements promis à la réunion du CG à Paris fin mai ont été comme indiqué dans *cn 136* :

Engagements pris à Paris

• Pour l'aide bi-latérale le Japon est de très loin le principal bailleur de fonds avec 138 millions de dollars promis, suivi par l'Australie (21,60), les Etats-Unis (20), la Suède (18), la France (17,90), l'Allemagne (17,20), le Canada (8,7), etc ...

Total bi-latéral : 279,10 mio

• Pour l'aide multilatérale viennent par montants décroissants : la Banque asiatique (88 millions de dollars), la Banque mondiale (75), l'ONU (45), l'Union européenne (27,70), le FMI (22), l'IFAD (10), l'IFC (1,50).

Total multilatéral : 269,20 mio

• L'apport des ONG est estimé à 55 millions de dollars.

Soit total promis à Paris :

603,30 millions de dollars

On peut signaler qu'une partie de l'aide japonaise (18 mio de \$ sur 138) et de l'aide suédoise (4,60 sur 18) est constituée par des biens donnés au gouvernement pour qu'il les revende.

De 1992 à 1999

Un récapitulatif des aides apportées depuis 1992 donne une idée plus juste des efforts des uns et des autres en faveur du Cambodge (voir tableau ci-contre)

Chiffres approximatifs

Il ne faut pas prendre au pied de la lettre les chiffres que chaque pays présente comme le montant de son aide lors d'une réunion des bailleurs de fonds. Ces "engagements" comportent une part d'"effet d'annonce". Intervient aussi le fait que les pays n'ont pas les mêmes méthodes comptables, et que les années comptables ne coïncident pas, à plusieurs mois près. Il faut tenir compte encore des problèmes de change. Quant aux déboursements réels effectués pendant une période donnée, ce n'est qu'après un délai de 18 mois à 2 ans qu'on peut les reconstituer de façon fiable.

Source statistique CDC/CRDB

A cette somme déjà déboursée de 3,17 milliards de dollars s'ajoutent les 603,30 millions promis à Paris. Soit :

3,775 milliards \$

Ces chiffres peuvent susciter bien des réflexions.

• L'Europe premier bailleur

L'Union européenne, aide bi-latérale des pays membres et aide de la Commission additionnées, apporte l'aide la plus importante, loin devant l'ONU, la Banque mondiale, etc ...

• Evolutions contrastées

L'attitude des pays bailleurs de fonds a suivi des évolutions diverses.

Au cours des années 1992-1999 certains pays ont beaucoup diminué leur aide bi-latérale, la Fédération de Russie par exemple, mais aussi la Thaïlande, l'Italie, la Norvège ... tandis que d'autres l'ont beaucoup augmentée : l'Allemagne, la Belgique, la Chine ... et tandis que d'autres restaient à des niveaux élevés :

| Aide multi-latérale 8 ans | |
|---------------------------|-----------------|
| ONU | 297,17 |
| Union Européenne | 260,86 |
| Banque Mondiale | 202,29 |
| ADB | 193,53 |
| FMI | 83,72 |
| Total | 1 037,57 |

| Aide bi-latérale 8 ans | |
|------------------------|-----------------|
| Japon | 698,64 |
| Etats-Unis | 258,84 |
| France | 245,28 |
| Australie | 146,59 |
| Suède | 121,59 |
| Pays-Bas | 68,30 |
| Grande Bretagne | 53,61 |
| Danemark | 53,88 |
| Allemagne | 53,61 |
| Chine | 49,19 |
| Canada | 34,87 |
| Belgique | 19,40 |
| Norvège | 18,30 |
| Russie | 13,09 |
| Thaïlande | 12,45 |
| etc ... | |
| Total | 1 674,36 |

| ONG 8 ans | |
|--------------|---------------|
| Total | 242,21 |

Soit total des déboursements pour les 8 ans 1992 - 1999 :

3 172,72 millions de dollars

Japon, France, Etats-Unis, Australie, Grande Bretagne, Canada (jusqu' en 1998), ...

• Un "pic" en 1996

L'aide multilatérale a spectaculairement augmenté de 1992 : 45,3 millions de dollars à 1996 : 197,9, chiffre record tombé à 126,0 en 1997.

Mais la reprise est très forte, avec 164,6 millions en 1998, 153,8 en 1999, et - montant estimé - 190,8 en 2000, un chiffre très proche du record de 1996.

évolution de l'aide au Cambodge (tous bailleurs) mio de dollars

| | |
|-------------|--------|
| 1992 | 250,18 |
| 1993 | 321,89 |
| 1994 | 358,04 |
| 1995 | 513,32 |
| 1996 | 518,05 |
| 1997 | 383,18 |
| 1998 | 433,28 |
| 1999 | 400,73 |
| 2000 (est.) | 445,00 |

• L'"effet juillet 97"

Les chiffres permettent aussi de voir, avec le recul, l'effet sur l'aide des événements de juillet 1997 : une chute sévère. Cette chute a d'ailleurs été due moins à la désapprobation des bailleurs de fonds -relativement peu ont voulu "punir" le Cambodge-, qu'à l'impossibilité momentanée de poursuivre les programmes, à cause du départ de nombreux techniciens rapatriés par prudence.

• A qui profite l'argent ?

On peut encore remarquer que 3,17 milliards de dollars dépensés pour 11 millions d'habitants cela fait

288 363 dollars par Cambodgien

Le villageois de base est-il conscient de l'énormité de la somme qui a été dépensée ?

Et surtout : en voit-il les effets de façon concrète ?

Même si, indéniablement, la reconstruction des routes, la construction d'écoles, de puits, de systèmes d'irrigation, les soins hospitaliers, le micro-crédit, ... contribuent à l'amélioration de son

(suite page 4)

A PROPOS ...

projet avant discussion à l'Assemblée (*cn 135*).

Remaniement ministériel ?

L'annonce d'un imminent remaniement ministériel concernant notamment le ministre des Finances Keat Chhon et le ministre des Affaires étrangères Hor Nam Hong, semble relever une fois encore de l'"intox". La rumeur a été relayée notamment par le *Cambodia Daily*, qui a consacré plusieurs pages au "passé khmer rouge" des deux

ministres.

Loi foncière

Le projet de loi foncière suscite un grand nombre de commentaires, nous dit le directeur du Cadastre national M. Lim Voan, de la part du ministère de la Justice, de l'ADB (qui veut une traduction en anglais), de l'Oxfam, de la "société civile" ... Parmi les points soulevés : la propriété collective des minorités indigènes -un sujet sur lequel le Roi lui-même a demandé au gouvernement de réfléchir-, la rétroactivité de la loi (il y a

beaucoup de litiges en cours). Le projet de loi, qui relève du ministère de l'Aménagement du Territoire, est présenté au Conseil des ministres du 7 juillet. Il ira ensuite à l'Assemblée.

Accord sur le stupa

Compromis entre Sam Rainsy et le gouverneur de Phnom Penh Chea Sophara : l'autorisation a été demandée et accordée; le (6ème) stupa sera érigé dans le jardin où a eu lieu l'attentat en mars 97, à mi-chemin entre l'Assemblée na-

tionale et le wat Botum

Nouvel aéroport à Siem Reap

L'actuel aéroport de Siem Reap est trop petit -il sera saturé dès la fin 2001 (*cn 135*) et trop près des temples. Des études ont été faites pour un nouvel aéroport international, nous dit le directeur des Infrastructures au ministère des Travaux publics et des Transports. Il sera situé à 30 km à l'est de Siem Reap, à Phnom Dai, juste au nord de la RN 6. Le ministre d'Etat Vann Molyvann en est d'accord.

(suite de la page 3)

L' AIDE AU CAMBODGE

niveau de vie, même si l'on peut mettre pour partie au compte de l'aide extérieure la paix, le système démocratique, la progressive remise en ordre du pays, on voit bien que le rendement de l'aide de la communauté internationale au Cambodge, si l'on prend pour critère l'amélioration du niveau de vie de la population, est extrêmement faible.

On prétend lutter contre la pauvreté, on y met des moyens considérables, non seulement en termes de finances mais en termes d'expertise, de réflexion, de temps, mais les lourdes machineries mises en œuvre brassent beaucoup de vent, de mots, de papier, d'argent... De mauvais esprits estiment que c'est aux organismes d'aide internationale que l'aide profite surtout... "La lutte contre la faim nourrit bien son homme"!

Faut-il changer de méthode? Une idée qui fait son chemin: "ce n'est pas qu'il y a trop de pauvres, c'est qu'il n'y a pas assez de riches".

Ce qu'on peut aussi formuler de façon pratique: "il ne suffit pas de lutter contre la pauvreté, il vaudrait mieux favoriser l'enrichissement". Ce n'est pas forcément plus simple.

L' aide française

L'aide française, commencée en 1992, se répartit entre 9 secteurs d'activités, et compte au total plus de 50 projets, d'importance très variable, certains déjà terminés, d'autres en cours.

On aimerait voir en face de chacun de ces projets, non seulement en quoi ils consistent, mais la durée prévue, le coût total et les dépenses qui lui sont affectées année après année.

Cela demande des calculs compliqués, d'autant qu'il existe plusieurs sources de financement: Agence Française de Développement, Ministère des Affaires étrangères, ministère des Finances, ADETEF, etc..., d'autant plus encore que les données en FF sont traduites en dollars avec des taux de change changeant d'une année à l'autre, et d'autant plus enfin que les divers "guichets" ne présentent pas tous leurs chiffres respectifs par tranches annuelles...

Bref un récapitulatif complet n'existe pas.

On n'a finalement de données complètes que pour un petit nombre de projets.

Comment, dans le tableau présenté après Tokyo (cn 136 et ce numéro à 3) l'aide française promise est comptée pour 17,90 millions de dollars, est un mystère statistique -sauf peut-être pour le Trésor.

La comparaison avec les chiffres du dernier récapitulatif de l'aide française (cn 93 mai 1998) n'est pas possible.

Des chiffres et données disponibles, reconstitués par le PEE, on peut pourtant tirer quelques indications:

Une aide très diversifiée

Une caractéristique de l'aide française: **il s'agit toujours de dons.**

L'aide française est **très diversifiée**. Elle concerne:

- l'**Agriculture / Développement rural**, avec des programmes comme les *Polders de Prey Nup*, l'*Agriculture péri-urbaine* (Siem Reap, Battambang, Pursat), la *relance de la Soie*, le *Crédit rural décentralisé*, ... avec des "décaissements", pour les années 1998 - 2001, allant de 3,7 à 9,6 millions de dollars;

- la **Formation, la Recherche et le Développement**, avec l'*Institut de Technologie du Cambodge*, les *Facultés de Sciences économiques, de Droit, de Médecine, l'enseignement Agricole et agronomique, etc* ... avec des décaissements de 2,8 à 5,3 mio pour les mêmes années;

- la **Santé**: *Hopital Calmette, lutte contre le Sida, Institut Pasteur*, ... les décaissements vont de 0,28 à 2,2 millions selon les années considérées.

- les **infrastructures**: l'*aéroport de Pochentong* avec 12,19 mio de dollars d'engagement total, des décaissements de 3,9 mio en 2000, de 6,5 mio en 2001; *Electricité*; *Eau*.

- le **développement social**, avec notamment le *Centre Culturel Français*, l'*appui institutionnel*, l'*aide au Bureau d'Urbanisme de Phnom Penh*, ... des décaissements au total de 2,4 à 1,1 mio de dollars selon les années;

- la **Défense**: formation des cadres des Forces Armées Royales du Cambodge (FARC);

- le **Tourisme**: le montant total engagé pour l'*APSARA* est de 1,2 mio de dollars pour la première phase, terminée; les décaissements de 0,39 en 1999; de 0,98 en 2000; de 0,56 en 2001.

- la **Communication**: radio, télévision, formation cinéma, bibliothèque nationale, livres et revues, médiathèque, ...

Évolution de l' aide ?

Les "décaissements" (l'argent effectivement dépensé) varient beaucoup d'une année à l'autre, pour des raisons techniques:

| | |
|------|-----------------------|
| 1998 | 10,58 (1\$ = 5,85 FF) |
| 1999 | 14,39 (1\$ = 6,15 FF) |
| 2000 | 27,81 (1\$ = 6,15 FF) |
| 2001 | 20,21 (1\$ = 6,15 FF) |

Pour le plus long terme:

Sur les 51 projets recensés, 31 sont en cours, c'est à dire prennent fin en 2000 (10) ou dans les années qui suivent. Pour l'instant donc 21 projets sont prévus pour des durées allant au-delà de la fin de l'année.

Parmi les projets dont la durée est déjà assurée pour les années prochaines:

- agriculture péri-urbaine (2002)
- relance de la Soie (2001)
- hévéaculture (2001)
- appui institutionnel agriculture-forêts (2004)
- Prey Nup phase 2 (2002)
- micro-finance (2002)
- enseignement agricole (2001)
- enseignement du français (2003)
- Faculté de Droit (2003)
- Fac. des Sciences économiques (2003)
- Institut de Technologie (2001)
- Faculté de Médecine (2001)
- programmes TV, radio (2001)
- écrit et médiathèque (2005)
- état de droit (2002)
- appui à la ville de Phnom Penh (2003)
- échanges artistiques (2003)
- hopital Calmette (2001)
- Institut Pasteur (2005)
- aéroport Pochentong (2001)
- Apsara (2003).

Il ne s'agit nullement d'une liste définitive. Certains de ces projets arriveront à leur fin normale, d'autres pourront être prolongés, de nouveaux projets pourront apparaître.

L' aide française par secteurs (000 dollars)

| | total | Décaissements estimés / prévus | | |
|---|---------------|--------------------------------|---------------|---------------|
| | | 1999 | 2000 | 2001 |
| - Agriculture et Développement rural | 29 860 | 3 661 | 9 644 | 5 708 |
| - Formation, Recherche et Développement | 3 285 | 4 337 | 5 351 | 3 613 |
| - Communication | ? | 207 | 307 | 0 |
| - Développement social | ? | 2 453 | 3 048 | 1 198 |
| - Défense | ? | 1 057 | 976 | 0 |
| - Economie et Finance | 195 | 0 | 98 | 98 |
| - Santé | ? | 993 | 2 212 | 1 336 |
| - Infrastructures | 15 501 | 1 294 | 5 193 | 7 696 |
| - Tourisme | 1220 | 390 | 983 | 563 |
| Total | 48 841 | 14 393 | 27 812 | 20 211 |

Tous les chiffres ci-dessus sont sur la base d'1 dollar = 6,15 F.

Total signifie total des engagements prévus pour l'ensemble des projets dans chaque secteur. Il n'est disponible que pour 5 des 9 secteurs concernés.

On voit bien que l'aide subit des à-coups annuels importants.

(source: PEE)

Interrogations

On ne peut donc pas conclure de ces données les indications générales:

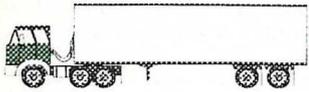
- le volume de l'aide française au Cambodge diminue-t-il ou non? Qu'en sera-t-il au cours des années qui viennent?

- la répartition entre secteurs va-t-elle être réorientée en fonction des résultats?

Ou en fonction d'options différentes?

Une Commission mixte tous les deux ans (la dernière a eu lieu début mai 2000) donne les grandes orientations, surtout en matière culturelle. **c. n.**

LE RESEAU ROUTIER



Le point avec **M. Chin Khun Hieng**, directeur général de l'infrastructure routière au Ministère des Travaux publics et des Transports

La situation du réseau routier est la suivante :

RN 1 : la reconstruction-réhabilitation de la section Neak Luong - Bavet (frontière avec le Vietnam), 105,5 km, a commencé en janvier. Actuellement 30 km, à partir de Neak Luong, sont terminés. Le contractant est l'entreprise thaïlandaise *Nava-pong*. On conserve le même tracé, sauf quelques alignements.

Pour la section Phnom Penh - Neak Luong, 59 km, il y a un prêt de 800 000 \$ de la BAD pour la réparation et l'entretien, mais le coût, 20 millions de dollars, n'est pas encore assuré. Il y a un accord de principe avec le Japon.

Le périphérique qui doit faire le tour de l'agglomération de Phnom Penh et joindre les RN1, RN2, RN3, RN4 et RN5 (cn 137) : l'étude a été faite par les Japonais, le tracé est décidé; il y aura notamment un pont à Tak Mau. Le financement sera "presque sûrement" japonais. Le calendrier n'est pas fixé, mais on pourrait commencer dans 3 ans.

Pont sur le Mékong : ce n'est encore qu'un projet. Un pont à Neak Luong coûterait 120 millions de dollars. On cherche un financement qui pourrait se faire en BOT. Comme cette route fera partie de l'Asian Highway (cn 125), il faudra de toutes façons construire un pont à Neak Luong.

RN 2 : de Ta Keo à Phnom Den, frontière du Vietnam, la route a été réparée sur fonds gouvernementaux. On cherche 10 millions de dollars pour la reconstruire. Peut-être le Japon, comme envisagé à l'époque du Premier ministre Obushi ? Le gouvernement négocie.

RN 3 de Phnom Penh à Kep et à la frontière du Vietnam : pas de projet précis. Le ministère cherche un financement, qu'il soit extérieur ou privé, selon la formule BOT. Cette route comporte la section très mauvaise Kep - frontière du Vietnam (Kompong Trach). Pour les 21 km de la section Kampot - Veal Rinh (jonction avec la RN 4), le financement, 47 millions de dollars, est assuré par la Banque Mondiale. Les travaux ont commencé en novembre dernier.

RN 4 : c'est la "route américaine" Phnom Penh - Sihanoukville. Pas de budget pour l'instant, le gouvernement se charge de l'entretien. Un budget d'assistance a été demandé à l'USAID.

Sre Ambel - Koh Kong jusqu'à la frontière avec la Thaïlande (route 48) : 172 km, avec des ponts. Les premiers travaux ont été inaugurés par le Premier ministre en mai. Le financement, 60 à 72 millions de dollars, n'est pas encore assuré, mais

on a bon espoir. Le Premier ministre a promis un prêt de 5 millions de dollars. Le gouvernement a demandé un prêt à M. Phat Lim Sin, propriétaire du casino de Koh Kong. On souhaite la formule BOT.

RN 5 : Phnom Penh - Kompong Chhnang - Poipet. De Phnom Penh à Kompong Chhnang et jusqu'à Krakor, le gouvernement veut restaurer lui-même.

- **De Krakor à Battambang** : financement assuré par la Banque asiatique. Les travaux de réhabilitation doivent commencer en novembre ou décembre. Les appels d'offre, le choix des contractants et des consultants a été fait.

- **de Battambang à Sisophon** : si on ne trouvait pas d'entreprise privée pour la formule BOT, cette section serait restaurée sur le budget gouvernemental.

RN 6 : la route dite 6A est bonne. Les Japonais vont reconstruire un pont cassé (le n° 25) et deux autres (n° 23 et 24) qui vont être plus longs pour tenir compte des crues des cours d'eau : 300 à 400 m de ponts au total.

- **De Skun à Kompong Thom** l'entretien est assuré par le gouvernement.

- **De Kompong Thom à la frontière de la province de Siem Reap**, le financement est assuré par la BAD. Les travaux commenceront vers décembre.

- **De la frontière de Siem Reap à Roluos**, le financement est assuré par la Banque mondiale. Les 10 ponts de l'époque ang-

korienne ont été restaurés, ils sont terminés.

- **De Roluos jusqu'à l'entrée de Siem Reap**, 17,5 km, c'est un financement japonais, l'accord est signé, l'argent est là, les travaux commencent en novembre.

- **De Siem Reap à Poipet** : le coût de la réhabilitation, 58 millions de dollars, est assuré avec une formule BOT par une entreprise de Singapour et cambodgienne. Les travaux doivent commencer à la prochaine saison sèche. Ils dureront 3 ans.

RN 7 : - **de Skun**, jonction avec la RN 6, au pont en construction à Kompong Cham, la route est excellente.

De Kompong Cham à Totung, 15 km, le financement est assuré par les Japonais.

- **De Totung à Mimot** : financement par la Banque asiatique (sur la somme globale de 68 millions de dollars).

- **De Mimot à Snoul**, 40 km, c'est un prêt de l'OPEC (les pays exportateurs de pétrole) de 5 millions de dollars (aux mêmes conditions que l'ADB). L'appel d'offres à des entreprises locales est pour bientôt.

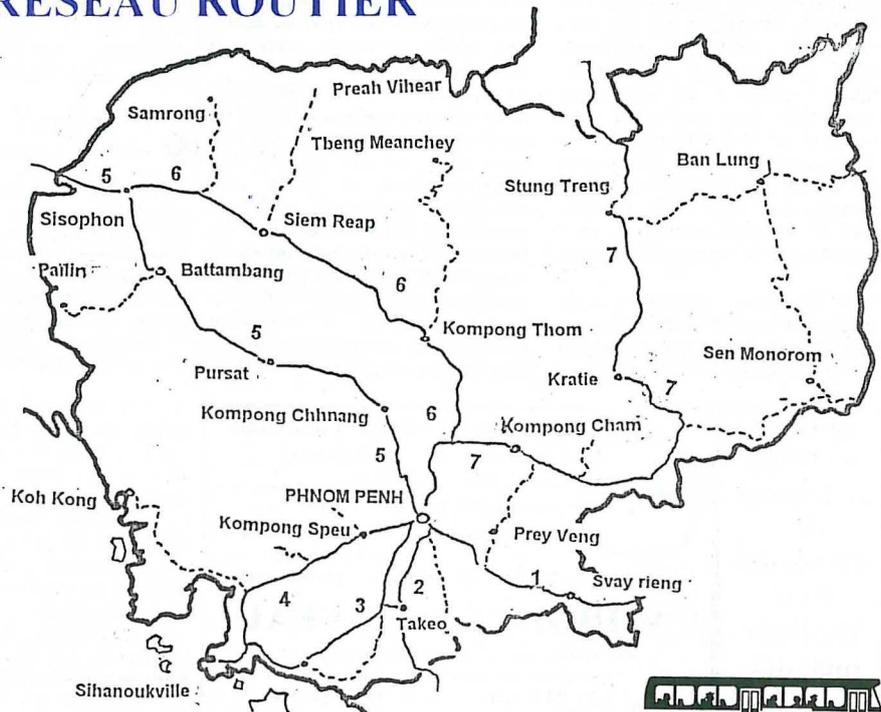
- **De Snoul à Kratie** : financement par la Banque asiatique (sur les 68 millions de dollars).

- **De Kratie à la frontière du Laos** : c'est encore un point d'interrogation. Formule BOT ? Financement japonais ? Les Japonais s'interrogent, s'inquiètent de la sécurité, ... Pour nous, nous prendrons la proposition qui viendra la première. Cette route est classée "Route d'Asie n° 6" dans le "réseau trans-asiatique" (cn 125).

Route 78 : de Stung Treng à Banlung et à la frontière avec le Vietnam : même situation, on cherche un financement. Je serais plutôt d'avis de la réhabiliter "avec les moyens du bord".

De même pour des routes en latérite, et en particulier celle qui rejoint Preah Vihear, site touristique : on cherche le financement, notre budget est très restreint !

RESEAU ROUTIER



Van Sou Ieng, président du GMAC :

LA CONFECTION

Avec 104 usines en activité, plus de 100 000 employés, (et 400 000 avec les emplois indirects), plus de 80 % des exportations du Cambodge, le président du GMAC, Association des Industriels de la Confection, a été écouté avec grande attention lors du **Forum Gouvernement-Entreprises** le 5 juillet et le lendemain lors de la réunion du **Club d'Affaires Franco-Cambodgien**.

"Supprimez les obstacles, retirez l'impôt nuisible, prenez des décisions rapides, cela attirera de nouveaux investisseurs. Si l'industrie de la Confection, la plus simple, celle qui demande le moins de spécialisation ou d'éducation ne peut pas survivre aux problèmes de bureaucratie et de désordres sociaux, alors n'espérons pas que d'autres industries s'aventurent au Cambodge".

M. Van Sou Ieng dénonce particulièrement :

- **La taxe de 1 % sur le chiffre d'affaires** frappe de façon illogique l'ensemble du chiffre d'affaires, alors qu'elle ne devrait frapper que la valeur ajoutée au Cambodge : environ 30 %, le reste étant constitué à 70 % de matières premières importées. Cette taxe représente plus de 20 % du bénéfice net, proportion très forte pour une activité où les marges, 7 à 12% nets, sont faibles. Elle dépasse le montant des mesures incitatives.

- **Les grèves, incitations au désordre et destructions** font perdre beaucoup d'argent. Elles font perdre des commandes (30 % des commandes ont été perdues en décembre dernier), elles donnent aux commanditaires l'image d'un Cambodge non fiable. Ces désordres sont le fait d'un seul syndicat sur les 5 existants. "Je ne pense pas qu'il y ait une présence politique derrière lui, mais plutôt le souhait de se faire connaître, et l'assistance de syndicats étrangers"

Van Sou Ieng rappelle que le textile est la seule activité où existe un salaire minimum; que 65 % des employés de la Confec-

tion gagnent 60 dollars. Les salaires sont décidés par un Comité : 5 syndicalistes, 5 patrons, 10 gouvernement.

- **La corruption** : c'est un problème très préoccupant, et qui s'aggrave. Là où nous avons prévu 1, le montant est de 2 - le double. Il y a quelques années, la proportion était faible, le Cambodge à cet égard restait "compétitif". Maintenant on voit enfler les prétentions du "middle management", des responsables intermédiaires, dont les demandes sont harassantes, comme les mouches sur le miel, nuisibles, proportionnées à notre activité qu'ils connaissent. Ils ont une mauvaise influence sur les ministres, ils leur font prendre des décisions erronées, mais les ministres et principaux décideurs ont besoin de ces techniciens, qui ont sans doute aujourd'hui trop de pouvoirs.

- **Attention à la concurrence de la Chine** lorsqu'elle bénéficiera dans 5 ans des conditions de l'OMC (WTO) : la suppression des quotas. La Chine a un marché intérieur énorme, 30 ans d'expérience de la confection, une productivité forte des salaires faibles, la capacité de répondre à des demandes très fortes (20 millions de pièces ...), une gamme de qualités étendue ... pour toutes ces raisons, avec la suppression des quotas à l'exportation, les gros investisseurs s'orienteront vers la Chine.

On peut craindre aussi le Vietnam, qui aura sans doute des contrats américains en 2001, et probablement des quotas après une année de liberté, comme a eu le Cambodge.

La Confection au Cambodge peut survivre si elle augmente sa productivité - si dans 5 ans elle peut sortir en une journée des produits finis à partir des matières premières - et sa qualité qui est encore, avec un niveau 4-5 loin de celle de Hong Kong et de Singapour (niveau 8) encore un peu derrière celles du Vietnam et de l'Indonésie (niveau 5-6); et si elle parvient à donner une image de *fiabilité*. ■

SANTÉ : la relève

Le vice-Premier ministre Sar Kheng, le 23 juin, a remis leurs diplômes de fin d'études de troisième cycle à 43 étudiants de la Faculté de Médecine : 15 en chirurgie, 10 en gynécologie-obstétrique, 10 en pédiatrie, 7 en médecine hospitalière. 10 étudiants en anesthésie-réanimation avaient été diplômés en 1999.

Ces 53 diplômés sont les premiers spécialistes formés au Cambodge depuis 1975, les premières promotions issues de l'assistance française à la formation médicale du Cambodge.

"L'enseignement qui leur a été dispensé est en tous points similaire à celui que reçoivent en France les internes de spécialité", a rappelé l'ambassadeur A.J. Libourel dans son allocution.

Les nouveaux diplômés iront en novembre en France recevoir une formation complémentaire d'un an, comme "faisant fonction d'internes".

L'importance de l'événement a été soulignée par la présence du président de l'Université de Lyon, du doyen de la Faculté de Tours, du vice-président de la Faculté de Médecine de Bordeaux, de professeurs des Facultés de Marseille, Lyon, Toulouse, Paris 6, ...

"Pour les chirurgiens, nous précisons le professeur Claude Dumurgier, ils vont recevoir en France une formation complémentaire, pendant un an, dans les diverses branches de la chirurgie (orthopédique, viscérale, thoracique, neurologique etc ...)

6 à Lyon, 2 à Bordeaux, 2 à Paris, 2 à Saint-Etienne, 1 à Tours, 1 à Caen, 1 à Grenoble. Ainsi ils auront en quatre ans reçu une formation bien équilibrée : 3 ans au Cambodge, 1 an en



France

Revenus au Cambodge, il faudra qu'ils se répartissent entre Phnom Penh et les provinces. "Pour cette première promotion,

je ne suis pas inquiet, plusieurs de ces jeunes diplômés sont originaires de province et y retourneront. Il pourrait y avoir problèmes par la suite".

La France poursuit son assistance à l'Université des Sciences de la Santé. Un nouveau projet, d'une durée de 3 ans, vient d'être signé. Il "permettra la poursuite des formations médicales initiales qui s'adresseront à plus de 700 étudiants, des formations pharmaceutiques et odontomatologiques et un soutien à l'Ecole technique des soins médicaux".

"Il visera également à assurer une formation médicale continue au bénéfice des médecins hospitaliers, des médecins généralistes et des enseignants-praticiens hospitaliers et à soutenir les activités de recherche ainsi que le système administratif de gestion".

En 2006, grâce à cette assistance, le Cambodge pourrait voir comblé le terrible "trou" causé par la période khmère rouge : en 1980, nous disait le doyen Vu Kim Por (cn 41), il ne restait au Cambodge que 30 à 40 médecins sur plus de 530 ... ■

Priorité : Santé

L'article de Stéphane Rousseau sur le système de santé au Cambodge (cn 134) a été très largement apprécié. On reconnaît qu'il en a très bien dénoncé les failles. Mais certains font observer que cet article ne mentionne pas suffisamment tous ceux, nombreux, qui font ce qu'ils peuvent. S. Rousseau lui-même nous envoie la lettre suivante :

"(...) S'il est vrai que le service public de santé au Cambodge est bien malade, il reste que tout n'est pas désespéré. Il me semble important de souligner ici les efforts considérables du ministère de la Santé ces dernières années pour le développement du système. Son approche consultative avec les ONG est exemplaire sur bien des points et constitue un modèle inégalé dans la région. Ce ministère dispose aussi de professionnels motivés et dont

la compétence reconnue s'accroît d'année en année. Ce qui est nécessaire et urgent c'est une véritable volonté politique de la part des plus hautes instances du gouvernement de considérer sérieusement la santé comme une priorité. Indéniablement les nombreux efforts du MoH porteront leurs fruits dès lors que cette volonté politique existera et se concrétisera.

Encore une fois, n'oublions pas que les soins de santé sont l'une des premières causes d'endettement au Cambodge et donc d'appauvrissement, parfois irréversible. La lutte contre la pauvreté tant décriée devrait donc commencer par là : un réel accès aux soins de santé de qualité pour tous, avec un système d'exemption réellement appliqué pour ceux qui ne peuvent pas payer reste la priorité".

Stéphane Rousseau Vientiane

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement



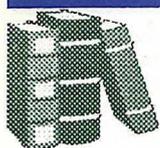
directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages Pen Mary
Cartographie Sambath Houth
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh



LIVRES



... et articles sur le Vietnam

L' Agriculture et la Paysannerie vietnamiennes

Cet ouvrage collectif constitue les Actes d'une Journée d'informations qui s'est tenue à l'Institut National d'Agronomie à Paris en février 1999. Les interventions de 13 auteurs appartenant au CNRS, au GRET, au CIRAD, à l'IRD (ex-Orstom), à l'INA, et à l'Institut National des Sciences Agronomiques (INSA) de Hanoi, sont ainsi réunies. Au total un livre clair, tant pour les données de base que pour des recherches plus pointues.

Une idée centrale :

L'agriculture du Vietnam a réalisé d'impressionnants progrès depuis 40 ans, dus à l'augmentation des surfaces cultivées et surtout à l'augmentation des rendements, celui du paddy passant de 1,6 à 3,6 tonnes/ha, de sorte que les famines ont disparu, que le pays a non seulement atteint la sécurité alimentaire mais exporte, le secteur agricole assurant 42 % des exportations. Les progrès ont été importants notamment pour le riz, le café, les légumes et fruits frais, le poisson surgelé, les arachides, le poivre, le caoutchouc, ...

Cette rapide évolution est due à de multiples facteurs. Sont cités et explicités : - le crédit aux paysans; - la fin des coopératives et la privatisation des marchés; - le dynamisme des paysans et la diversification des productions; - des réseaux; - l'investissement dans la mécanisation et le matériel agricole; - le rôle des femmes; ...

Le succès n'est évidemment pas complet : "la lutte contre la pauvreté et les inégalités est une priorité". Et bien des préoccupations demeurent pour les années à venir :

- la pression démographique reste forte, la population pourrait passer de 80 millions aujourd'hui à 130 millions en 2050;
- l'intensification atteint ses limites, et la diversification est freinée par l'étroitesse des marchés;
- attention donc à l'exode rural, à l'environnement (gestion de l'eau, déforestation), à l'emploi (développer les "services" dans les villes);
- problèmes d'organisation : il faut mettre en place des mécanismes régulant les effets pervers de la libéralisation (concentration foncière, ...);

- les exportations, surtout en Asie, "se heurtent à une concurrence de plus en plus vive".

... de sorte que, estime Dao Thê Tuân, il faut moins s'orienter vers l'exportation que vers le marché intérieur, et privilégier le développement rural. Comment ? "Organiser de nouvelles coopératives" en "respectant le pluralisme des formes". On attend là des idées et de l'aide des agriculteurs français.

L' Agriculture et la Paysannerie vietnamiennes, par 13 auteurs, 183 p. L'Harmattan 2000.

Vietnam : gestion des terres

Un exposé très précis sur l'agriculture vietnamienne : évolution récente de la réglementation et situation des paysans, par Lâm Thanh Liêm, dans *Reflets d'Asie*.

"Le taux de la misère et de la disette a été ramené de 70 % dans la décennie 80 à 30 % à l'heure actuelle (...) le revenu per capita atteint 310 dollars en 1999 (...)"

Cependant "la misère, la disette et la sous-alimentation persistent dans les régions rurales. Les paysans sont écrasés d'impôts (...)"

L'article dénonce notamment les "impôts supplémentaires" prélevés par les autorités locales, la hausse du prix des intrants, alors que le prix du riz exporté n'a cessé de chûter.

[*Reflets d'Asie*, Institut de l'Asie du Sud-est, Paris, avril].

Vietnam : brin d'espoir

Sans doute pour corriger un précédent article très pessimiste de Nayan Chanda sur l'économie vietnamienne (CN 135), la FEER en publie un moins sombre, qui retient une innovation intéressante : la loi sur l'Entreprise, appliquée depuis janvier dernier, autorise les entreprises à s'enregistrer sans attendre les onéreux agréments officiels. De janvier à avril, le nombre des enregistrements a doublé. Cette loi pourrait favoriser l'emploi, alors qu'un million de gens arrivent chaque année sur le marché du travail.

Une autre mesure, adoptée le 16 mai : les entreprises étrangères peuvent utiliser leurs droits fonciers comme garantie d'emprunts bancaires; et acheter des devises étrangères.

Cette crise qui vient d'Asie

par P. Riès

Comprendre la "crise asiatique" sans ennui et sans peine, c'est possible, avec cet ouvrage d'un journaliste spécialisé, qui l'a vécue sur place, et qui a rencontré pendant cette période chaude beaucoup de hauts responsables.

On en a donc un récit vivant, bavard parfois, qui décrit et illustre ce que, en gros, on sait déjà (corruption, engagements inconsidérés des banques, ...), avec beaucoup d'anecdotes, de citations, des informations colorées, vigoureuses. On est loin des styles propres à l'administration, à la finance et à l'université, très loin du sabir international, mais en revanche bien dans l'ambiance, proche de la complexité et disons, de la confusion des choses.

Exemples, concernant la Thaïlande :

"En Thaïlande, chaque banque possède un ou deux politiciens et chaque homme politique possède une banque".

"Chavalit (le Premier ministre) incarne de manière caricaturale une classe politique majoritairement corrompue, incompétente, cooptée par l'argent dans des élections où l'achat des votes est une pratique endémique (...)"

Concernant la Malaisie, l'auteur rappelle les invectives du Premier ministre Mahathir convaincu d'être victime de manipulateurs occidentaux, sa décision d'"isoler l'économie malaisienne par un strict contrôle des changes" et de "démissionner" Anwar Ibrahim; et le commentaire de Georges Soros : "La suggestion faite hier par le Dr Mahathir de bannir les transactions de change est à ce point déplacée qu'elle ne mérite pas l'attention. Interférer dans un moment comme celui-ci avec la convertibilité du capital est la recette du désastre (...)"

Concernant l'Indonésie et Suharto : "A la veille de la crise de 1997, la gratification des membres de la première famille et d'autres Indonésiens influ-

ents monte jusqu'à 30 % du coût d'un projet. Les investisseurs étrangers, même les plus complaisants, commencent à renâcler (...)" L'existence de la Suharto Incorporated, la mainmise de la première famille sur des pans entiers de l'économie du pays est la cause première de la paralysie politique qui a fait que l'Indonésie a résisté plus mal encore que ses voisins à l'ouragan monétaire parti de Thaïlande".

Concernant la Corée - où l'aide internationale, 57 milliards de dollars dont 21 du seul FMI, a atteint un niveau record, dépassant même celui du Mexique - P. Riès rappelle qu'à cette occasion le FMI a lui-même changé, contraint cette fois de s'occuper aussi de remettre de l'ordre dans le secteur privé, ou d'exiger que les pouvoirs publics le fassent.

Beaucoup d'idées

Dans ses derniers chapitres, ce livre évoque, brasse beaucoup d'idées que la crise asiatique a fait naître, notamment chez Michel Camdessus :

- l'introduction de "pays émergents" dans le G7, devenu G8 avec la Russie : l'Inde ? La Chine ?
- la création d'une monnaie asiatique, l'"asian" (comme le prône et la pratique déjà le milliardaire Mobius);
- la réunion, tous les deux ans, des responsables du G7, plus les responsables des 16 pays représentés au conseil exécutif du FMI et de la Banque mondiale, plus celui de l'OMC, plus le Secrétaire général de l'ONU "qui pourrait être le quatrième pilier, humanitaire et social, du système mondial".

Beaucoup d'idées

Sans oublier que la crise asiatique a sans doute donné un coup mortel au style de management dit asiatique. Comme dit un patron taiwanais : "la compétition est globale par nature, pour survivre une société doit appliquer les normes globales".

Sans oublier que la crise asiatique a sans doute donné un coup mortel au style de management dit asiatique. Comme dit un patron taiwanais : "la compétition est globale par nature, pour survivre une société doit appliquer les normes globales".

Sans oublier que la crise asiatique a sans doute donné un coup mortel au style de management dit asiatique. Comme dit un patron taiwanais : "la compétition est globale par nature, pour survivre une société doit appliquer les normes globales".

Sans oublier que la crise asiatique a sans doute donné un coup mortel au style de management dit asiatique. Comme dit un patron taiwanais : "la compétition est globale par nature, pour survivre une société doit appliquer les normes globales".

Sans oublier que la crise asiatique a sans doute donné un coup mortel au style de management dit asiatique. Comme dit un patron taiwanais : "la compétition est globale par nature, pour survivre une société doit appliquer les normes globales".

Cette Crise qui vient d'Asie, par Philippe Riès, 425 p. Grasset 1999.

Traduit en anglais par Peter Starr, "The Asian Storm", 273 p. Turtle Publishing, 2000.

rythme annuel de 5,6 % au premier trimestre, mais les économistes locaux prévoient une augmentation de seulement 4 % cette année, comme en 1999.

Conclusion : le Vietnam doit conclure avec les Etats-Unis l'accord commercial depuis longtemps préparé, se "réformer au plus vite et rattraper la Chine, sinon, nous mourons".

[d'après *Far Eastern Economic Review* 8.6]



MEDIAS

Projets chinois

Beyond International Holdings, de Shanghai, qui a des participations importantes à Hong Kong et New York, en visite à Phnom Penh fin juin, a trois projets d'investissements au Cambodge : - une usine de montage d'automobiles; - une fabrique de médicaments; - un pont sur le Tonle Sap. Le Premier ministre Hun Sen approuve et appuie ces projets. Lors d'un entretien le 20 juin, il a pressé les représentants de *Beyond International* de réaliser la fabrique de médicaments, et souhaité que soit construit sur le Tonle Sap un port de Tourisme bien distinct du port de Commerce.

[d'après *Damnoeung Pel Lngeach*, 22.6., trad. *The Mirror*]

Collecte des armes

L'Union Européenne va assister le gouvernement à régler et contrôler la détention des armes. Un expert est arrivé à Phnom Penh début juin, il assiste le ministère de l'Intérieur et les experts nationaux dans le domaine réglementaire.

D'autre part l'Union Européenne est prête à apporter son assistance aux ONG, dont le *Working Group for Weapons Reduction in Cambodia*, pour leurs activités visant à améliorer

la compréhension, l'information, l'éducation et la formation dans ce domaine et à améliorer les relations entre la population et les forces armées.

[d'après *Rasmei Kampuchea* 26.1., trad. *The Mirror*].

Visite de Jiang Zemin

Le président de la République Populaire de Chine Jiang Zemin viendra en visite officielle au Cambodge en novembre prochain, en revenant de la réunion Asie-Pacifique à Brunei. L'ambassadeur de Chine au Cambodge en a informé le Roi, et le Roi est heureux.

Cette visite sera précédée par celle d'une délégation du ministère chinois des Affaires étrangères conduite par le ministre des Affaires étrangères, pour discussions avec le gouvernement du Cambodge.

Il y a presque 50 ans [1er mai 1962, *ndlr*] qu'un président de la Chine n'était venu au Cambodge : Liu Shaoqi, avec le Premier ministre Chou Enlai.

On pense que le but unique de cette visite présidentielle est d'avertir les dirigeants cambodgiens d'aller lentement dans le procès des anciens responsables khmers rouges encore en vie : Ieng Sary, Khieu Samphan, Nuon Chea, Ta Mok,

Duch, Ke Pauk, etc ...

Au Conseil de sécurité de l'ONU la Chine est seule à refuser un tribunal international pour les khmers rouges. La Chine entend montrer clairement au monde, et particulièrement à l'ONU et aux Etats-Unis, qu'elle refuse toujours ce procès et qu'elle est derrière le gouvernement du Cambodge pour empêcher que ce procès ait lieu devant une cour internationale.

Les documents montrent que la Chine est le pays le plus profondément impliqué dans le massacre de presque 2 millions de Cambodgiens entre 1975 et 1979.

Les relations entre le Cambodge et la Chine ont commencé en 1954 à la conférence des pays non-alignés de Bandoung. Depuis, le Cambodge n'a pas progressé comme les pays occidentaux, ni strictement adhéré aux politiques de neutralité ou de non-alignement. Au contraire, le Cambodge a rapidement absorbé l'idéologie de style communiste de Mao Tse Toung, et a connu un désastre de 1975 à 1979, et jusqu'en 1991, lorsque la Chine a officiellement coupé son aide à la faction khmer rouge de Pol Pot, avec ses principaux leaders Ieng Sary, Khieu Samphan, Nuon Chea.

Alors que Jiang Zemin va venir au Cambodge, Bill Clinton en-

visage d'aller au Vietnam. Cela montre que le Cambodge n'a pas abandonné la vieille politique qui l'a déjà mené au désastre, alors que le Vietnam progresse en tenant la main de la super-puissance : les Etats-Unis.

[d'après *Moneaksekar Khmer* 20.6., trad. *The Mirror*].

Chine / Sénat

Visite fin juin du vice-président du Congrès national de la Chine populaire. La Chine va construire des bâtiments et une bibliothèque pour les sénateurs, pour une valeur d'environ 1,5 mio de dollars.

[d'après *Rasmei Kampuchea* 29.6., trad. *The Mirror*]

Vietnam-Chine

Réunion entre économistes et idéologues Chinois et Vietnamiens à l'Académie chinoise des Sciences sociales les 13 et 14 juin, à la demande du Vietnam. Les dirigeants vietnamiens, en particulier le secrétaire général du parti Le Kha Phieu, s'inquiètent des effets des réformes économiques sur les principes du socialisme. Son appel "est la reconnaissance implicite que le Vietnam accepte la Chine comme un grand frère capable d'être un guide idéologique".

[d'après *Far Eastern Economic Review* 15.6.]



indochine
I N S U R A N C E

Service d'Assistance 24h/24

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- **Service Gratuit**, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.

indochine
Assistance
Service
24h/24
012 812 333

"La raison du plus fort est toujours la meilleure." !

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,
Choisissez*



indochine
I N S U R A N C E

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge
Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet : www.indochine.net